# NOTE DE SYNTHÈSE

# BP 2026

# *I – LE BUDGET COMMUNAL*

## 1. La section de fonctionnement

- *Les recettes réelles de fonctionnement*

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Atténuations de charges (013) | 149 693 | 274 046 | 281 320 | 207 149 | 150 000 |
| Produits des services (70) | 418 946 | 311 129 | 290 124 | 277 187 | 276 919 |
| Impôts et taxes (73 sauf 731) | 47 587 | 77 213 | 263 654 | 249 488 | 249 488 |
| Fiscalité locale (731) | 8 032 463 | 8 494 195 | 8 873 000 | 9 005 729 | 9 094 500 |
| Dotations et participations (74) | 3 430 960 | 3 688 583 | 3 709 310 | 3 843 526 | 3 923 037 |
| Produits de gestion courante (75) | 337 199 | 315 399 | 413 373 | 538 461 | 421 000 |
| Produits financiers (76) | 21 550 | 21 559 | 21 578 | 21 581 | 21 576 |
| Produits spécifiques (77) | 176 383 | 64 667 | 272 258 | 334 016 | 0 |
| Reprise des provisions (78) | 2 032 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 12 616 813 | 13 246 791 | 14 124 617 | 14 477 136 | 14 136 520 |

Les recettes réelles de fonctionnement devraient baisser de 2,35% en 2026. Ce chiffre est à relativiser en fonction des cessions de 2026 évaluées à 1,5 M€.

+ La fiscalité directe :
La municipalité a décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition en 2026.
La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales des locaux d'habitation est de 0,8% en 2026.

| TAXES DIRECTES LOCALES | Taux 2025 (rappel) | Taux 2026 |
|---|---|---|
| Taxe Foncière sur les propriétés bâties (TFPB) | 55,60 % | 55,60 % |
| Taxe Foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) | 157,74 % | 157,74 % |
| Taxe d'Habitation (TH) | 19,25 % | 19,25 % |

La fiscalité directe représente environ 60% des recettes réelles de fonctionnement.

+ La fiscalité indirecte :

- La taxe additionnelle aux droits de mutation :
  Il est pris pour hypothèse un encaissement à hauteur de 450 000 € en 2026.
- La Dotation de solidarité communautaire (DSC) :
  Des négociations auront lieu avec Le Muretain Agglo et en attendant nous stabilisons ce montant dans nos prévisions pour 92 286 € en 2026.
- Le FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales) : l'hypothèse retenue est le même montant que celui de 2025 soit 157 202 €.

+ La dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Les dotations ont été mises en ligne le 31/03/2026 :

- Dotation Forfaitaire : 1 102 523 € en baisse en lien avec celle de la population, moins 90 habitants soit 6 888 € de perte,
- Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS) : ce montant est en hausse 39 467 € pour un montant de 2 012 609 €.
- Dotation Nationale de Péréquation (DNP) : légère hausse de 3 939 € pour un montant de 477 485 €.

Ces 3 dotations représentent donc un montant de 3 592 617 € en 2026 soit environ 25% des recettes réelles de fonctionnement.

+ Les autres dotations et participations (chapitre 74) :

Nous prévoyons un désengagement progressif de la CAF et par mesure de prudence il est prévu une baisse de 12 K€ en 2026 pour un montant total de 133 000 €.

La loi de finances 2026 prévoit une hausse de 50% de la compensation de la taxe foncière sur le non bâti pour un montant qui passe de 6 273 € à 9 405 €.

La loi de finance 2026 prévoit une fusion de la TLV (taxe annuelle sur les logements vacants) et de la THLV (taxe d'habitation sur les logements vacants) à partir de 2027 en une nouvelle taxe qui sera la TVLH (la taxe sur la vacance des locaux d'habitation). Par conséquent la dotation pour perte de THLV sera supprimée en 2026 et se sera la dernière année d'encaissement de celle-ci.

+ Les produits des services (chapitre 70) :

Les régies de la culture et de la jeunesse sont évaluées à 60 000 € en 2026 soit 22% des recettes de ce chapitre.

Les mises à disposition au CCAS et au Muretain Agglo sont évaluées à 122 000 € en 2026 soit 44% des recettes de ce chapitre.

+ Les autres produits de gestion courante :

Concernant les revenus des immeubles un travail est en cours pour mettre en location les locaux vides pour retrouver de la ressource. Nous restons prudents et nous envisageons donc un montant pour les revenus des immeubles à 346 000 € en 2026.

Pour 2026, nous prévoyons un reversement du budget annexe « Atelier Relais Carrosserie » pour 25 000 €. Cette recette ponctuelle sera retraitée dans l'épargne nette.

+ Les atténuations de charges :

Nous prévoyons la somme de 150 000 € concernant le remboursement des rémunérations de personnel.

+ Produits financiers :

Il est prévu l'encaissement du fonds de soutien pour la sortie des emprunts structurées pour 21 536 €. La dernière année d'encaissement de ce fonds de soutien est prévue pour 2028.

+ Produits spécifiques :
Les cessions de 2026 seront inscrites, comme la prévoit la loi, en recettes d'investissement (dont Pistoulet et Cantelauze). La réalisation budgétaire sera en recette de fonctionnement.

- ***Les dépenses réelles de fonctionnement***

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Charges à caractère général (011) | 2 065 640 | 2 815 663 | 2 565 073 | 2 446 325 | 2 739 245 |
| Charges de personnel (012) | 5 917 096 | 6 283 967 | 6 629 852 | 6 998 599 | 7 334 809 |
| Atténuations de produits (014) | 1 752 498 | 1 593 806 | 1 414 955 | 1 354 026 | 1 405 255 |
| Charges de gestion courante (65) | 902 412 | 825 791 | 947 322 | 1 038 591 | 1 166 541 |
| ıcières (66) | 104 973 | 90 918 | 87 597 | 112 873 | 144 260 |
| ;ifiques (67) | 10 210 | 4 927 | 3 399 | 42 | 15 000 |
| ; provisions (68) | 0 | 323 901 | 367 977 | 57 544 | 91 580 |
| Total | 10 752 828 | 11 938 973 | 12 016 175 | 12 008 000 | 12 896 690 |

Les dépenses réelles de fonctionnement devraient augmenter de 7,40% en 2026.

L'objectif est une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement.

+ Les charges à caractère général :
Ce chapitre devrait augmenter de 11,97% en 2026 soit 292 920 €.
Plusieurs facteurs expliquent cette hausse importante :

- Une dotation complémentaire a été donné pour les vêtements de travail pour 13 400 €,
- Une augmentation du contrat d'entretien des espaces verts pour environ 50 000 € en lien avec le nouveau marché et l'attribution de nouveau secteur.
- Une augmentation de 15 000 € pour le poste location concernant le robot tondeuse,
- Les travaux pour le parc des lavoirs pour 65 000 € qui n'auront pas lieu en 2027 (remboursement des assurances mais il faut inscrire les travaux),
- Une augmentation de 30 000 € pour l'assurance tous risques chantier et dommages ouvrages pour les Services Techniques et Bidot qui n'auront pas lieu en 2027,
- Une augmentation prévisionnelle de la maintenance pour 50 000 € pour répondre à des obligations de sécurité,
- Une augmentation du poste de formation pour 16 300 € (si on compare l'inscription budgétaire au BP 2025 et au BP 2026 alors pour 10 000 €).

Ces augmentations pour un total d'environ 240 K€ sur 293 K€ représentent 9,81% d'augmentation sur les 11,97%. Les 2,16% qui restent sont liées à l'inflation ou à une variation prévue.

Nous prévoyons en 2026, l'installation de la télérelève sur des sites prioritaires afin de maitriser les aléas induisant une hausse de notre consommation (alerte).

+ L'attribution de compensation (AC) au Muretain Agglo :
Le montant prévisionnel de l'AC en fonctionnement pour 2026 est de 710 000 €. Cela prend en compte la nouveauté de l'année dernière concernant le reversement de 28 459 € correspondant à l'aide de l'Etat pour l'accueil du jeune enfant, le service commun, l'organisation du temps scolaire à 4 jours ½ en année pleine dont le coût est partagé avec le Muretain Agglo et l'ajustement du bilan voirie.
Les travaux de voirie, les trottoirs, les pistes cyclables et cheminements doux, seront financés dans l'AC d'investissement avec un montant prévisionnel de 1 M€.

+ Prélèvements au titre de l'article 55 de la loi SRU :
Pour la troisième année, la commune de Fonsorbes a été prélevée au titre de l'article 55 de la loi SRU concernant l'amende pour la non réalisation du taux de logements sociaux, pour un montant de 46 K€ sur l'année 2025. Notre taux est de 14,99% (contre une exigence de 20% dans la loi) et fin décembre 2025, le décompte est de 844 logements sociaux. Il est prévu la construction de logements sociaux dont les sites de Cantelauze, chemin Bellevue et route de Tarbes. Un travail de fonds est également engagé avec le Muretain Agglo, l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) ainsi que les bailleurs sociaux afin d'atteindre nos objectifs en matière de mixité sociale, conformément à l'article 55 de la Loi SRU. Nous évaluons le montant du prélèvement à 50 000 en 2026 ; lui-même réinvesti par le Muretain agglo, dans les opérations Habitat Social de notre Collectivité, pour l'équilibre d'opération jugée difficile.

+ Autres charges de gestion courante :
La subvention du CCAS est de 345 000 € en 2026. Il est décidé de diminuer cette subvention de 40 000 € pour récupérer de l'autofinancement sur le budget communal afin de financer l'aménagement d'un restaurant sénior.
Dans une démarche de soutien actif à nos associations nous avons décidé d'augmenter le montant des subventions de fonctionnement aux associations de 5 000 € soit 155 000 € en 2026.
La contribution aux syndicats est de 205 000 € en 2026 notamment pour payer au SDEHG (Syndicat Départemental d'Energie de la Haute Garonne) les programmes LED ++. Nous achevons la démarche LED++ au plus tard le 31/12/2026.

+ Les provisions :
Une provision pour litige de 81 580 € doit être réalisé en 2026 concernant la démolition d'une habitation.
Une provision complémentaire de 10 000 € en 2026 est prévu pour la dépréciation des actifs circulants.

## 2. Le volet Ressources Humaines

La politique de gestion des ressources humaines pour la période 2021-2026 est fixée par les Lignes Directrices de Gestion définies en décembre 2020 dont une révision commencera en 2026.

**L'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel**

L'année 2026 sera marquée par une évolution mesurée mais ciblée des effectifs, centrée sur le renforcement opérationnel des services les plus sollicités et la poursuite de la professionnalisation des équipes. Les ajustements prévus répondent directement aux besoins exprimés par les services, tout en s'inscrivant dans une logique de maîtrise des dépenses de personnel et de continuité du service public.

Afin de garantir le maintien de la qualité des prestations fournies à la population, plusieurs renforts saisonniers sont programmés sur les secteurs à forte activité, notamment le service des espaces verts et la propreté urbaine et les service Bâtiments et Festivités.

Parallèlement, la collectivité poursuit son engagement en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle par le renouvellement d'un contrat d'apprentissage au service informatique.

2026 voit encore l'impact de décisions gouvernementales telles que l'augmentation du taux de cotisation de la CNRACL de 3% et du taux de versement du transport de 0,15% dont le surcoût s'élève à 100 000 € pour 2026.

Il est donc essentiel de poursuivre les actions en matière de ressources humaines dans un objectif de mise en convergence des régimes administratifs, d'une meilleure adéquation entre les métiers, les compétences et les aptitudes des agents (pour une meilleure valorisation des parcours professionnels) et d'une amélioration des conditions de travail (pour prévenir et anticiper les effets d'une pyramide des âges vieillissante).

Le BP 2026 intègre des investissements RH ciblés (saisonniers, formation) et un renforcement de la professionnalisation.

Il en résulte une trajectoire maîtrisée, vigilante, et compatible avec les équilibres financiers de la commune.

**Accompagner les services et les agents en poste**

Le budget formation progresse en 2026, passant de 50 000 € à 60 000 € entre le BP 2025 et le BP 2026 ou 16 300 € entre le réalisé 2025 et le BP 2026.

Cette augmentation répond à plusieurs objectifs :

- Poursuivre et intensifier les formations obligatoires, notamment en matière de prévention, sécurité, habilitations réglementaires et CACES, déjà engagées depuis plusieurs années ;
- Accompagner les évolutions structurelles des services (nouvelles organisations, nouveaux outils, montée en compétence des équipes) ;
- Anticiper et soutenir les projets professionnels des agents, dans le cadre des Lignes Directrices de Gestion et de la GPEEC ;
- Procéder à la formation armement des agents de la police municipale ;

- Développer davantage les formations en intra, permettant d'optimiser les coûts tout en consolidant la culture commune.

Les quelques formations non réalisées en 2025 (principalement techniques) seront reprogrammées en 2026, renforçant ainsi la cohérence et la continuité du parcours de formation des agents.
Cette évolution budgétaire traduit l'ambition de la collectivité : investir durablement dans les compétences, soutenir la qualité du service public et garantir des conditions de travail sécurisées et adaptées aux enjeux opérationnels. Avec un plan renforcé et une programmation déjà structurée, 2026 s'inscrit au travers de la formation professionnelle.

**L'évolution des dépenses**
Le BP 2026 intègre des investissements RH ciblés (saisonniers, formation) et un renforcement de la professionnalisation.
Il en résulte une trajectoire maîtrisée, vigilante, et compatible avec les équilibres financiers de la commune.
En 2026 les dépenses de personnel représentent 7 334 809 € euros (le chapitre 012) soit 4,80% d'augmentation. Ce chapitre comprend les rémunérations, les cotisations patronales, l'assurance du personnel et les dépenses de personnel extérieur.

## 3. La section d'investissement

### a) Les recettes d'investissement

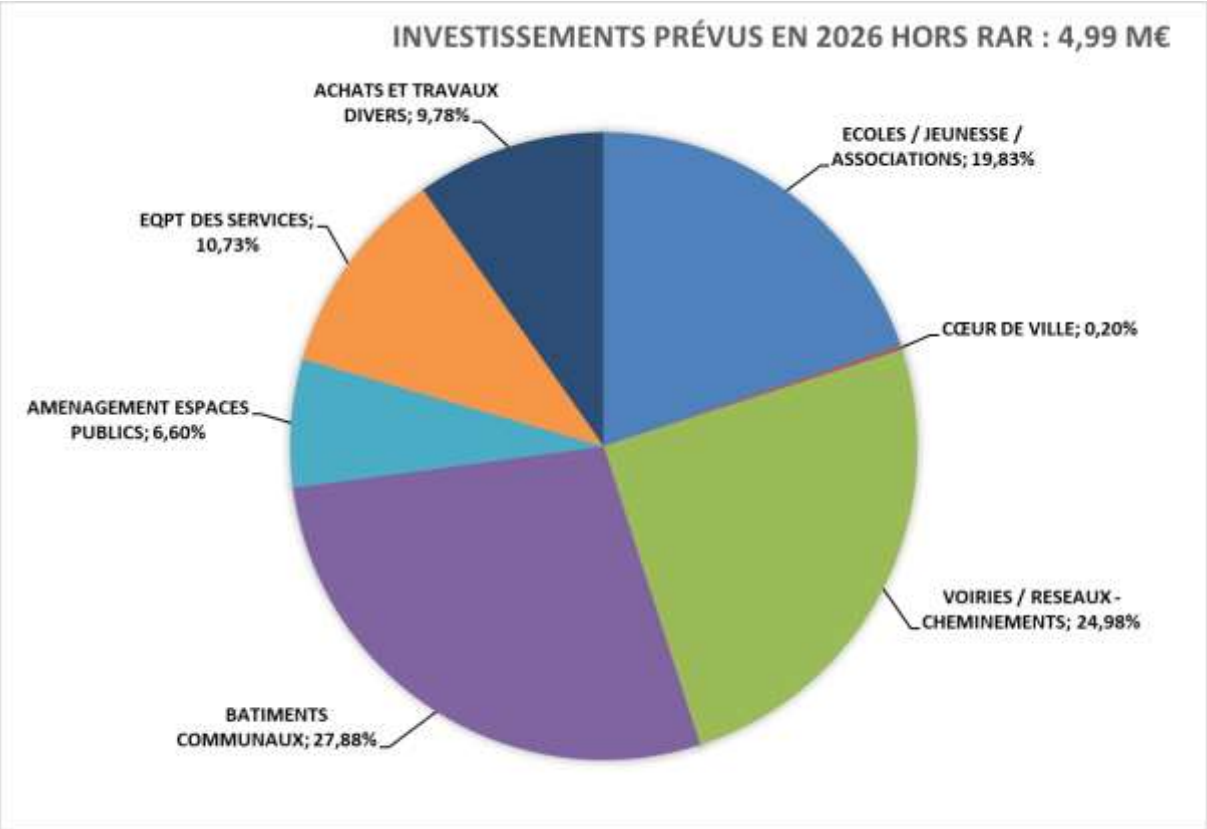
En 2026, nous prévoyons un autofinancement important pour un montant de 1,99 M€ dont 1,17 M€ de virement à la section d'investissement.

Les recettes d'investissement sont évaluées à 8,44 M€ avec une enveloppe prévisionnelle d'emprunt de 200 000 € :

- Reprise du résultat : 1 447 428 €,
- Affectation de résultat : 1 234 242 €,
- Virement de la section fonctionnement : 1 170 235 €,
- Amortissements : 925 000 €,
- FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) et Taxe d'Aménagement : 390 123 € (dont 290 123 € de FCTVA),
- Cessions : 1 516 280 € dont 1 120 000 € pour le site de Cantelauze et 276 280 € en provenance de la zone du Pistoulet,
- Subventions : 1 122 862 €.

### b) Les dépenses d'investissement

L'enveloppe prévisionnelle des investissements de 2026, hors les RAR 2025 (2,27 M€) est de 4,99 M€.
Pour le moment les thèmes ne sont pas changés mais il y a aura dans le courant de l'année 2026 un travail sur un PPF (plan pluriannuel de fonctionnement) et PPI (plan pluriannuel d'investissement) qui sera présenté ultérieurement.




Les principaux investissements de 2026 hors les RAR 2025 sont :

- Le projet des salles de Bidot pour 1 000 K€,
- La poursuite de la rénovation du centre de loisirs pour 470 K€,
- L'AC voirie, trottoirs, pistes cyclables, cheminements doux pour 1 000 K€,
- Le fonds de concours au SDEHG pour 56 K€,
- L'acquisition de plusieurs véhicules pour 150 K€,
- L'armement de la police municipale pour 25 K€,
- Le renouvellement de matériel pour les services techniques pour 150 K€,
- L'extension de la vidéoprotection de la ville pour 100 K€,
- L'aménagement d'un restaurant sénior pour 40 K€,
- Aménagement de l'Hôtel de ville pour 75 K€,
- Réfection du gymnase de la Béouzo pour 55 K€,
- La rénovation des vestiaires des Boulbènes pour 44 K€,
- Les travaux d'aménagement au Tennis pour 100 K€,
- La mise en place de la télérelève pour 80 K€.

### c) La dette

Le processus de désendettement est enclenché dès cette année avec la volonté de diminuer l'encours de la dette significativement d'ici la fin du mandat. Il s'agit du premier budget depuis 2014 avec une volonté forte de se désendetter.
L'enveloppe prévisionnelle d'emprunt en 2026 est de 200 000 €. La volonté est de faire baisser progressivement l'encours total de la dette avec un remboursement du capital sur l'année supérieur à l'endettement nouveau. Pour ce faire les nouveaux

emprunts contractés devront avoir une durée de vie inférieure à 12 ans en fonction du profil d'extinction de la dette de la commune au 31/12/2025 qui est le suivant :

| ANNÉE | AMORTISSEMENT | INTÉRÊT | ANNUITÉ | CRD |
|---|---|---|---|---|
| 2026 | 624 693,25 | 130 030,53 | 754 723,78 | 5 636 497,98 |
| 2027 | 628 539,34 | 124 410,53 | 752 949,87 | 5 007 958,64 |
| 2028 | 603 102,41 | 110 927,42 | 714 029,83 | 4 404 856,23 |
| 2029 | 603 526,29 | 98 220,58 | 701 746,87 | 3 801 329,94 |
| 2030 | 585 534,15 | 85 481,82 | 671 015,97 | 3 215 795,79 |
| 2031 | 505 606,81 | 73 225,17 | 578 831,98 | 2 710 188,98 |
| 2032 | 486 855,52 | 63 135,38 | 549 990,90 | 2 223 333,46 |
| 2033 | 433 333,33 | 53 651,84 | 486 985,17 | 1 790 000,13 |
| 2034 | 408 333,59 | 44 673,48 | 453 007,07 | 1 381 666,54 |
| 2035 | 366 666,68 | 36 037,59 | 402 704,27 | 1 014 999,86 |
| 2036 | 341 666,69 | 27 729,42 | 369 396,11 | 673 333,17 |
| 2037 | 233 333,14 | 19 783,36 | 253 116,50 | 440 000,03 |
| 2038 | 200 000,20 | 12 643,94 | 212 644,14 | 239 999,83 |
| 2039 | 156 666,68 | 6 253,76 | 162 920,44 | 83 333,15 |
| 2040 | 66 666,68 | 2 041,66 | 68 708,34 | 16 666,47 |
| 2041 | 16 666,47 | 145,83 | 16 812,30 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL** | **6 261 191,23** | **888 392,31** | **7 149 583,54** | |

## 4. Les grands équilibres

La chaîne de l'épargne se résume ainsi :

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|
| Produits de fonctionnement courant | 12 416 847 | 13 160 566 | 13 830 781 | 14 121 540 | 14 114 944 |
| - Charges de fonctionnement courant | 10 637 645 | 11 519 227 | 11 557 202 | 11 837 541 | 12 645 850 |
| **= EPARGNE DE GESTION** | **1 779 202** | **1 641 339** | **2 273 579** | **2 283 999** | **1 469 094** |
| **+ Solde financier et spécifique large** | **25 958** | **-306 158** | **-347 371** | **-34 303** | **-85 004** |
| = Produits spécifiques larges | 37 169 | 23 320 | 24 005 | 23 283 | 21 576 |
| - Charges spécifiques larges | 11 210 | 329 478 | 371 376 | 57 586 | 106 580 |
| - Intérêts de la dette | 103 973 | 90 268 | 87 597 | 112 873 | 144 260 |
| **= EPARGNE BRUTE** | **1 701 188** | **1 244 913** | **1 838 611** | **2 136 823** | **1 239 830** |
| - Capital de la dette | 842 995 | 846 892 | 908 610 | 666 218 | 637 513 |
| **EPARGNE NETTE** | **858 193** | **398 021** | **930 001** | **1 470 605** | **602 317** |
| **EPARGNE NETTE RETRAITEE** | **821 714** | **388 021** | **915 001** | **1 446 468** | **577 317** |

Après la crise énergétique de 2023 le niveau d'épargne nette de 2025 revient à un niveau intéressant. La prévision pour l'année 2026 reste prudente et elle est à relativiser en fonction des cessions de l'année estimées à 1,5 M€.

L'épargne nette retraitée correspond aux charges et recettes non pérennes que nous enlevons de l'épargne nette comme le reversement de budget annexe. Cela nous permet d'avoir une bonne visibilité de la situation financière de la commune.

L'épargne nette retraitée de 2026 tient compte du reversement du budget annexe Atelier Relais Carrosserie pour 25 000 €.

| Informations financières - ratios | Commune | Moyennes nationales |
|---|---|---|
| Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population | 970,41 | 1 363 |
| Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population | 1 063,70 | 1 499 |
| Dépenses d'équipement brut / population | 546,52 | 421 |
| Encours de dette / population | 471,12 | 803 |
| DGF / population | 270,32 | 182 |
| Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement | 56,87% | 59,03% |
| DRF et remboursement annuel de la dette en capital / RRF | 95,74% | 96,46% |
| Dépenses d'équipement brut / RRF | 51,38% | 28,70% |
| Ratio d'endettement (Encours de la dette / RRF) | 44,29% | 52,84% |
| Taux d'épargne brute (Epargne brute (EB) / RRF) | 8,77% | 15,01% |

## *II – LES BUDGETS ANNEXES*

La commune de Fonsorbes a 3 budgets annexes en 2026.

1) Budget Atelier Relais Carrosserie

Le 15 janvier 2025 la SCI TONY a fini de payer les semestrialités du plan de redressement. Il y a à ce jour 5 mois de loyers courants en retard et il reste sur le budget annexe « Atelier Relais Carrosserie » une provision de 17 250 € HT.
Le montant de la dette fin mars 2026 est de 20 568,33 € TTC soit 17 247,85 € HT.
En fonction des paiements de l'année 2026 nous pourrons envisager si besoin un ajustement de la provision à la fin de l'exercice 2026.
Il n'est pas besoin de procéder au recours à l'emprunt pour l'année 2026 et 2027.
Le profil d'extinction de la dette de ce budget annexe au 31/12/2025 est le suivant :

| ANNÉE | AMORTISSEMENT | INTÉRÊT | ANNUITÉ | CRD |
|---|---|---|---|---|
| 2026 | 23 146,23 | 3 888,57 | 27 034,80 | 69 438,77 |
| 2027 | 23 146,23 | 2 916,43 | 26 062,66 | 46 292,54 |
| 2028 | 23 146,23 | 1 944,29 | 25 090,52 | 23 146,31 |
| 2029 | 23 146,31 | 972,15 | 24 118,46 | 0,00 |
| **TOTAL GENERAL** | **92 585,00** | **9 721,44** | **102 306,44** | **138 877,62** |

2) Budget Bâtiment Locatif ex Lopez

Le bâtiment n'est plus loué depuis le 01/09/2019.
Une réflexion sera menée dans le courant de l'année 2026 sur le devenir de cet ensemble immobilier et donc de ce budget annexe.
Il n'est pas besoin de procéder au recours à l'emprunt pour l'année 2026.

3) Budget Transport à la demande

Ce budget annexe a été créé par la délibération n°2025-065 du 03/07/2025 et il est chargé de l'exploitation en gestion directe du service de la navette municipale. Ce budget annexe est soumis à la nomenclature M43 et il est assujetti à la TVA.
Il n'est pas besoin de procéder au recours à l'emprunt pour l'année 2026.

A Fonsorbes le 9 avril 2026